

SANTIAGO (CHILI)

AB-2104
19 mars 2001
Original : anglais

DISCOURS DU GOUVERNEUR SUPPLÉANT TEMPORAIRE POUR LA NORVÈGE
À LA DEUXIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

Ingrid Glad

1. J'aimerais tout d'abord exprimer mes sincères remerciements au gouvernement chilien et à la ville de Santiago pour s'être offerts comme hôtes de cette session annuelle dans une atmosphère culturelle aussi impressionnante. Je suis heureuse d'apprendre que les relations historiques chaleureuses entre les peuples norvégien et chilien ont été marquées l'an dernier par une nouvelle ère de coopération culturelle et économique renforcée.
2. Au cours de mon intervention d'aujourd'hui, permettez-moi tout d'abord d'évoquer quelques questions sur lesquelles la Banque a demandé conseil, notamment les questions de prêt et le secteur privé, pour aborder ensuite des questions et initiatives de plus grande envergure liées au développement, soit l'exclusion sociale, le VIH/sida et le financement pour le développement.
3. Dans un contexte de croissance économique en hausse et de stabilité macro-économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes en 2000, les opérations de la Banque se sont caractérisées par un volume de prêts inférieur aux prévisions. Il est trop tôt pour dire si cette diminution des opérations était de nature structurelle ou était la conséquence de fluctuations. Quoiqu'il en soit, cela a ravivé les discussions en cours sur la direction que la Banque doit suivre.
4. La décision de la Banque d'opter pour une hausse des prêts à l'ajustement, de préférence aux prêts d'infrastructure traditionnels requiert, à notre avis, l'introduction de nouveaux instruments de prêt plus flexibles. En fait, bon nombre d'entre nous recherchent de nouveaux moyens de financer le développement. Cependant, pour que la communauté internationale adopte des moyens de financement plus innovateurs et plus flexibles, il faut que les budgets nationaux reflètent des priorités nationales claires et cohérentes. Ces nouveaux types d'appui financier présentent au moins deux grands défis. Le premier

concerne le manque de systèmes appropriés de surveillance des dépenses publiques dans certains des pays concernés. Nous devons empêcher que les pays moins capables d'assumer des charges administratives soient privés des avantages des instruments proposés. Le second défi consiste à élaborer des objectifs à long terme et des indicateurs convenables. C'est aux gouvernements eux-mêmes qu'il appartient de relever ces deux types de défis, en étroite collaboration avec les institutions financières internationales (IFI) et d'autres partenaires.

5. La Norvège appuie les efforts de la BID qui visent à encourager un secteur privé plus dynamique en Amérique latine, en complétant, grâce à son rôle de catalyseur, les efforts de ce même secteur. Au moyen de programmes de réformes macro-économiques et de modernisation de l'État, la Banque joue un rôle crucial en aidant les pays à créer des conditions propices au développement du secteur privé. À notre avis, la discussion qui porte à présent sur le relèvement de 5 à 10 % du plafond des prêts directs au secteur privé devrait se fonder sur l'élaboration d'une stratégie globale pour le secteur privé applicable à l'ensemble du Groupe de la Banque, y compris la Société interaméricaine d'investissement (SII) et le Fonds multilatéral d'investissement (MIF). Étant donné l'ampleur des flux de capitaux privés dans certains pays de la région, nous mettons en doute le bien-fondé de la valeur ajoutée de la hausse des prêts de la BID au secteur privé en général. Nous croyons que, s'il doit y avoir une augmentation du niveau des opérations de la Banque en faveur du secteur privé, elle devrait principalement profiter aux pays et aux sous-régions qui n'ont pas accès aux marchés financiers internationaux.

6. Cela m'amène à l'intention, récemment confirmée, de la Norvège d'adhérer à la Société interaméricaine d'investissement. La décision finale est encore subordonnée à l'approbation du Parlement. Notre principal souci sera de travailler à l'amélioration de l'impact du développement de la Société. La Norvège estime essentiel que la BID et la SII contribuent toutes deux à sensibiliser davantage le secteur privé à ses responsabilités sociales, et à encourager les partenariats entre le gouvernement, les entreprises privées et la société civile.

7. Permettez-moi, à présent, de passer en revue certaines questions d'ordre général en matière de développement que j'ai évoquées plus tôt. Maintenant que la plupart des banques de développement, les Nations Unies, les bailleurs de fonds et les pays en développement réorientent leur politique dans l'optique de la réduction de la pauvreté, il est extrêmement important que nous comprenions toutes les causes de la pauvreté. Il est bien évident que la croissance économique est une condition nécessaire mais non suffisante pour atteindre cet objectif de réduction de la pauvreté. La qualité de la croissance, y compris les effets de sa répartition, mérite davantage d'attention. Tandis que l'Amérique latine et les Caraïbes continuent à enregistrer une croissance économique globale, près de 40 % de la population continue à vivre dans la pauvreté. Comme l'a déclaré le Président, Monsieur Enrique Iglesias, à diverses reprises, cette situation est tout à fait inacceptable. La réduction de la pauvreté requiert la cohérence de toutes les politiques gouvernementales qui touchent le développement, et la BID est un important partenaire dans le dialogue sur des questions clés qui peuvent éventuellement avoir une

forte influence sur la réduction de la pauvreté, soit le commerce, les investissements, l'agriculture, l'environnement, les dépenses militaires, la problématique hommes-femmes et le VIH/sida, pour n'en citer que quelques-unes.

8. Les quelques preuves dont nous disposons démontrent que les principaux facteurs de l'exclusion sociale, de la pauvreté et de l'inégalité en Amérique latine et aux Caraïbes sont l'inégalité entre les sexes, la race et les origines ethniques. Nous appuyons les efforts de la Banque visant à élargir le dialogue régional sur la lutte contre l'exclusion sociale. Ces efforts consistent, entre autres, à organiser des séminaires, à recueillir des données et à mener des recherches sur les questions clés de la réduction de la pauvreté. Nous espérons obtenir davantage de renseignements sur les moyens qu'envisage la BID pour utiliser les résultats de ces initiatives afin de tenir davantage compte de l'inégalité hommes-femmes, des questions de race et d'ordre ethnique dans la conception de politiques et programmes réguliers.

9. À l'heure actuelle, l'un des plus importants obstacles au développement est le problème croissant du VIH/sida. L'ONUSIDA estime à 1,4 million le nombre d'adultes et d'enfants infectés en Amérique latine pour l'année 2000, chiffre qui devrait augmenter. La Banque s'attache à présent à accroître l'accès au traitement et la prévention de la transmission du virus de la mère à l'enfant. Toutefois, il faut d'urgence recourir à des mesures préventives additionnelles. Ces initiatives doivent tenir compte des différences culturelles. En tant que principale institution de développement dans la région, la BID devrait prendre une part active aux efforts multisectoriels que mène sur une grande échelle la communauté internationale en vue d'empêcher la propagation de cette pandémie.

10. La conférence des Nations Unies sur le financement du développement devrait se tenir à Mexico au cours du premier trimestre de 2002. J'aimerais féliciter le pays hôte, la Colombie, et la CEPALC, sans oublier la BID, pour la conférence préparatoire, importante et productive, qu'ils ont organisée en novembre à Bogota.

11. Cette conférence de Bogota est un nouveau moyen pour l'ONU de se préparer à une grande conférence. Le principal document du Secrétaire général des Nations Unies, qui constitue un effort mené de concert par l'ONU, la Banque mondiale, le FMI et l'OMC, démontre que l'écart conceptuel et culturel qui a existé pendant trop longtemps entre l'ONU et les institutions financières multilatérales a, dans une grande mesure, été comblé. Notre principal regret est que la dimension régionale, très importante, ait été présentée au Comité préparatoire dans des documents distincts, au lieu d'avoir été incorporée au document principal. Compte tenu de l'importance des banques de développement régional dans le financement du développement, ces institutions ne devraient pas se limiter au coparrainage de réunions régionales. C'est particulièrement vrai pour la BID qui est le plus grand bailleur de fonds de l'Amérique latine. Elle devrait donc participer activement aux travaux du comité préparatoire et de la conférence.

12. En conclusion, la Norvège espère vivement coopérer avec la Banque et avec les autres actionnaires à la définition de l'avenir de la Banque. Il s'agit d'un défi collectif,

pour nous, pour la Direction de la Banque et pour son personnel, si nous voulons que la BID maintienne et relève encore le niveau déjà élevé de ses opérations.